

Déforestation et systèmes agraires à Madagascar

Les dynamiques des *tavy* sur la côte orientale

Sigrid Aubert, Serge Razafiarison
et Alain Bertrand, *éditeurs scientifiques*



LES ÉDITEURS

Sigrid Aubert est anthropologue du droit au département territoires, environnement et acteurs du Cirad. Les recherches qu'elle a menées à Madagascar entre 1995 et 1998 ont fait l'objet d'une thèse de droit de l'université Paris I. Elles ont conduit, dans le cadre d'un postdoctorat au département des forêts du Cirad, à l'élaboration d'un outil de formation.

Serge Razafiarison est doctorant en anthropologie sociale au département d'histoire de l'université d'Antananarivo sur le thème de la gestion concertée des ressources naturelles et renouvelables en périphérie d'aires protégées.

Alain Bertrand est chercheur au département des forêts du Cirad. Il a travaillé au Fofifa, à Madagascar, de 1994 à 1998. Il y a encadré, avec Désiré Randrianaivo, l'ensemble des étudiants dont les travaux constituent la matière de cet ouvrage.

LE CIRAD

Le Cirad, Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, est un organisme scientifique spécialisé en agriculture des régions tropicales et subtropicales. Il réalise, dans une cinquantaine de pays, des opérations de recherche, de développement agricole et de formation.
www.cirad.fr

LE FOFIFA

Le Fofifa, Centre national de recherche agronomique appliquée au développement rural, est un organisme scientifique public malgache chargé de la recherche agronomique et forestière pour le développement rural.

LE CITE

Le Cite, Centre d'information technique et économique, basé à Antananarivo est une association franco-malgache disposant de huit antennes réparties dans toute l'île.
www.cite.mg

Illustration de couverture

Un tavy juste avant les récoltes, en avril 1997, dans la forêt d'Ambohilero, Didy. (© Bertrand/Cirad, 1997)

Déforestation et systèmes agraires à Madagascar

Les dynamiques des *tavy*
sur la côte orientale

Déforestation et systèmes agraires à Madagascar

Les dynamiques des *tavy*
sur la côte orientale

Sigrid Aubert, Serge Razafiarison et Alain Bertrand
Editeurs scientifiques

REMERCIEMENTS

Les éditeurs tiennent à remercier :

Hubert Charpentier, chercheur au département des cultures annuelles du Cirad, pour l'encadré « Semis direct : une solution rentable et écologique pour fixer l'agriculture ».

Nirina Ravaorinivo, étudiante à l'université d'Antananarivo, pour l'encadré « Les conséquences du passage du feu sur le milieu physique ».

Rolland Razafindraibe, chercheur socio-économiste et spécialiste du foncier au Fofifa, pour l'encadré « Pâturages coutumiers et conflits dans la vallée de Beparasy ».

Daniel Andriambolanoro, chercheur au Fofifa et spécialiste des systèmes d'information géographique, Haja Rafidinarivo, géographe diplômé de l'Ecole normale supérieure d'Antananarivo, et Darsot Rasolofomampianina, chercheur et enseignant de l'université d'Antananarivo, pour leur contribution à la réalisation des cartes et des figures.

© CIRAD, Paris 2014

ISBN (papier) : 978-2-87614-495-8

ISBN (pdf) : 978-2-87614-824-6

DOI : 10.19182/agritrop/00211

Sommaire

- 7 Abstract
- 8 Les auteurs
- 9 *Tavy* et déforestation
Alain Bertrand, Désiré Randrianaivo
- 31 La place des *tavy* dans les systèmes de production
- 35 Culture sur brûlis et régression des surfaces boisées
Sigrid Aubert, Serge Razafiarison
- 53 Le *tavy* et la maîtrise des moyens de subsistance
Sigrid Aubert, Serge Razafiarison
- 75 Riziculture de *tavy* et sécurité alimentaire
Alain Bertrand, Jean-Luc Lemalade
- 85 Les *tavy* comme référence identitaire
- 89 La construction sociale à l'épreuve du temps
Serge Razafiarison
- 107 Autorités coutumières et régulation sociale
Sigrid Aubert
- 133 Démographie galopante, *tavy* et déforestation
Alain Bertrand, Jean-Luc Lemalade

- 137 Les tensions, la cohésion sociale
et les ressources renouvelables
- 141 Les tensions relatives à la représentation de la forêt
Sigrid Aubert, Serge Razafiarison
- 155 Les services administratifs et la gestion du terroir
Sigrid Aubert, Serge Razafiarison
- 167 Accès au marché, accès au foncier et migrations
Alain Bertrand, Jean-Luc Lemalade
- 177 Une gestion viable des ressources naturelles
- 179 La gestion patrimoniale
Sigrid Aubert
- 185 Une problématique de recherche en milieu réel
Alain Bertrand, Jean-Luc Lemalade
- 189 Lexique des mots malgaches
- 203 Références bibliographiques
- 211 Annexes

Abstract

Deforestation and agrarian systems in Madagascar

Burning and deforestation lie at the very heart of Madagascan society. For over a century, they have been the subject of scientific study and political rhetoric. *Tavy*-traditionally upland rice growing after slashing and burning dense natural rainforest-, which relies on both these elements, is the most obvious proof of this, and is therefore highly controversial. It has been accused of being the root cause of deforestation, but is widely practised by Madagascan farmers, who see it as a good compromise with respect to climatic hazards, labour availability and food security. In this very sensitive context, how can we assess a century of research and State intervention and draw up new proposals aimed at managing the island's natural resources as efficiently as possible?

Deforestation and agrarian systems in Madagascar: Tavy dynamics on the East coast relates the results of a historical, agronomic and socio-economic study of tavy systems, the results of which concern an area much larger than just the island. The study prompted a new look at deforestation, burning and managing burning operations, clearing, and slash-and-burn agriculture and its evolution. *Tavy* reflects the relations between society and nature and between social groups with respect to nature, demonstrates the dynamics of agrarian systems and evolves and diversifies according to the degree of building and social representations of the forest.

Les auteurs

Sigrid Aubert est anthropologue du droit au département territoires, environnement et acteurs du Cirad. Affectée à la Réunion depuis 2001, elle poursuit ses travaux sur l'accès au droit et l'articulation des outils juridiques pour la gestion de la biodiversité. Les recherches qu'elle a menées à Madagascar entre 1995 et 1998 ont fait l'objet d'une thèse de droit, soutenue en 1999 à l'université Paris I. Elles ont conduit, dans le cadre d'un postdoctorat au département des forêts du Cirad, à l'élaboration d'un outil de formation.

Serge Razafiarison est doctorant en anthropologie sociale au département d'histoire de l'université d'Antananarivo sur le thème de la gestion concertée des ressources naturelles et renouvelables en périphérie d'aires protégées. Il est également consultant auprès de bureaux d'études intervenant dans le domaine de l'environnement et secrétaire de l'association Fombandrazana sy Fivoarana affiliée à l'académie malgache Tsimbazaza.

Alain Bertrand est socio-économiste, chercheur au département des forêts du Cirad. Il a travaillé au Fofifa, à Madagascar, de 1994 à 1998. Il y a encadré, avec Désiré Randrianaivo, l'ensemble des étudiants dont les travaux constituent la matière de cet ouvrage.

Désiré Randrianaivo, chercheur agroéconomiste au Fofifa, a été directeur du département de recherche-développement du Fofifa jusqu'en 1999.

Jean-Luc Lemalade est diplômé de l'Ecole supérieure des sciences agronomiques de l'université d'Antananarivo. Il prépare actuellement une thèse sur les méthodes scientifiques de gestion, à l'université Paris-Nord.

Tavy et déforestation

Alain Bertrand, Désiré Randrianaivo

Le feu et la déforestation sont au cœur de l'imaginaire de la société malgache depuis plus d'un siècle. A l'époque de la domination merina sur les hautes terres, près d'un siècle avant la colonisation française, Andriampoinimerina traitait déjà largement de ces deux aspects, mais aussi de la pratique du *tavy*¹ — traditionnellement, une culture de riz pluvial sur défriche-brûlis de forêt dense humide naturelle — qui les combine. Ranavalona II a ensuite inscrit ces préoccupations dans le code des 305 articles. Aujourd'hui, le feu et la déforestation alimentent toujours les réflexions scientifiques et les discours politiques.

Mais au-delà des discours simplistes sur la « diabolisation » des feux et des propos catastrophistes sur la déforestation de Madagascar, comment dresser le bilan d'un siècle de recherches et d'interventions publiques et comment élaborer de nouvelles propositions pour gérer au mieux les ressources naturelles de l'île ?

Deux actions ont apporté, presque parallèlement, des éléments de réponse à ces questions. Elles ont été menées dans le cadre de la coopération entre le Fofifa (Centre national de la recherche appliquée au développement rural) et le Cirad (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement).

La première, réalisée dès 1994 sous la direction de l'One (Office national pour l'environnement), consistait à élaborer des propositions pour une politique qui visait à la fois la gestion des feux de végétation et la décentralisation de la gestion des ressources renouvelables. Ces propositions ont abouti à la loi 96-025

1. Tous les termes malgaches en italique figurent dans le lexique, p. 189.

de septembre 1996 sur la gestion communautaire locale des ressources renouvelables et à la politique de transfert contractuel de la gestion des ressources aux communautés rurales grâce aux contrats de gestion locale sécurisée (Gelose).

La seconde, réalisée de 1994 à 1998, portait sur l'analyse de la pratique du tavy dans la région de l'Ankay. Les résultats de ces travaux font l'objet de cet ouvrage.

Une opération de recherche et de formation pluridisciplinaire

Un partenariat pour la recherche

En 1994, le Fofifa et le Cirad ont élaboré un projet de recherche intitulé « La dynamique séculaire des plantations forestières paysannes sur les hautes terres malgaches : analyse des conditions d'extension en zone de tavy et de régression rapide de la forêt naturelle d'altitude ». Ce projet rassemblait, en un partenariat déjà éprouvé par la mise en œuvre commune entre 1990 et 1994 d'une étude sur l'économie de la production forestière sur les hautes terres malgaches, outre le Fofifa et le Cirad, l'École normale supérieure d'Antananarivo et l'université Paris I.

Ce projet devait être complété par une étude à la fois géographique, sociologique, écologique et économique, engagée par le ministère français de l'environnement dans le cadre du programme sols et forêts tropicaux. Elle aurait dû aborder plusieurs thèmes : les dynamiques agricoles de tavy en forêt naturelle et la réintroduction de l'arbre dans le paysage après le défrichement ; le tavy, la conversion agricole des espaces communs de forêt naturelle et l'évolution du foncier domanial vers le foncier des collectivités et le foncier individuel ; la diversité biologique des zones de forêt naturelle et son évolution en fonction des usages et des prélèvements actuels ; l'économie des ménages ruraux de la zone d'étude et la place de l'économie forestière par rapport aux autres activités rurales ; l'économie forestière en forêt naturelle et la dynamique du tavy ; les revenus paysans du bois d'œuvre, du bois-énergie et des produits forestiers non ligneux dans l'économie rurale locale.

Une formation à la recherche par la recherche

Le projet a été conçu dès l'origine comme un lieu de formation à la recherche par la recherche. De nombreux stages de terrain ont été organisés pour des étudiants de diverses disciplines : neuf étudiants, répartis en trois équipes, se

sont relayés dans la région de l'Ankay entre 1995 et 1998. La première équipe, composée de Haja Joël Rafidinarivo (Ens d'Antananarivo), Serge Aimé Razafiarison (université d'Antananarivo) et Sigrid Aubert (université Paris I), a travaillé d'octobre 1995 à juin 1996. Après avoir parcouru la région, elle s'est plus particulièrement intéressée aux pratiques du tavy mises en œuvre dans les villages de Tsaramiafara et de Manakana (AUBERT *et al.*, 1996). La deuxième équipe, constituée de Nirinasomalala Hantaniaina Ravaoarivivo (université d'Antananarivo), Daniel Andriambolanoro (Fofifa), Rolland Razafindraibe (Fofifa) et Mariannick Jegat (Istom), a pris le relais de juillet 1996 à janvier 1997 pour étudier la vallée de Beparasy-Andapa (ANDRIAMBOLANORO, 1996 ; RAZAFINDRAIBE, 1996 ; JEGAT, 1997 ; RAVOARINIVO, 1998). La dernière équipe, de juillet 1997 à février 1998, regroupait Fanorenantsoa Manitra Razafindrazaka (Essa) et Manandraitsiory Fortunat Rakotoarivony (Essa). Elle s'est penchée sur la dynamique du tavy en œuvre dans le village de Tsaramiafara (MANITRA RAZAFINDRAZAKA, 1998 ; RAKOTOARIVONY, 1998). Serge Razafiarison et Sigrid Aubert ont réalisé, en 1997-1998, une synthèse de ces travaux en vue de la publication du présent ouvrage.

Des équipes pluridisciplinaires

Les travaux ont été réalisés avec un parti pris pluridisciplinaire. Il s'agissait de faire dialoguer sur un même objet de recherche des étudiants et des chercheurs de disciplines différentes de façon que chacun se familiarise avec les formulations des disciplines qui lui étaient étrangères et travaille en équipe pour élaborer un produit commun interdisciplinaire.

Méthodologie

Dès le début du projet, il a été décidé de tirer le profit maximal du travail de l'équipe interdisciplinaire franco-malgache, en confrontant quotidiennement les idées de ses membres et leurs résultats, en discutant dans le détail des stratégies que leur dictaient leurs diverses formations et en organisant le travail selon des paramètres qui étaient remis constamment en question au fur et à mesure de l'accumulation des informations. L'objectif était de souder l'équipe et d'aboutir à un travail de synthèse qui puisse satisfaire les aspirations de chacun de ses membres, mais aussi de combler les lacunes qui auraient pu nuire au cheminement de la réflexion. Les membres de l'équipe se sont présentés aux populations comme des étudiants novices, désireux de comprendre la réalité de la vie rurale. Ils ont, dans un premier temps, exposé les motivations et le contexte de l'étude aux autorités administratives et villageoises, puis répété inlassablement ce discours à chacun des paysans abordés, jusqu'à ce que les gens saisissent leur démarche. Les paysans ont rapidement compris combien les étrangers et les citadins pouvaient méconnaître les us et coutumes de la campagne. Lors de cette phase introductive, aucune enquête n'a été menée, mais beaucoup d'échanges ont eu lieu entre l'équipe et les populations sur leurs vies respectives. Une fois leurs craintes dissipées, les paysans se sont montrés tout à fait disposés à aider l'équipe et ouverts à l'échange des connaissances. La patience, la confiance, le temps et l'intérêt qu'ils ont accordés à l'équipe constituent les fondements de cette étude.

L'équipe a recueilli les informations de terrain essentiellement grâce à ses observations et aux entretiens semi-directifs que les paysans et les autres acteurs lui ont accordés. Elle a aussi bénéficié de l'intervention directe des paysans sollicités, par exemple pour élaborer des cartes ou lors de la restitution des travaux. Elle a de plus travaillé sur les enregistrements audio et vidéo que les habitants lui ont proposé de réaliser et à partir d'entretiens avec les représentants des administrations liées à la gestion des ressources humaines et physiques de la région. Elle a longuement discuté de l'avancement de l'étude avec des chercheurs plus expérimentés, ce qui a parfois abouti à la réorientation des travaux. (SR, SA)

Enfin, cette opération a rencontré de multiples problèmes de financement, qui ont entraîné une réduction sensible de ses objectifs. Avec la disparition des deux principaux financements prévus, l'opération a dû être amputée des travaux à caractère écologique, qui se sont limités à l'analyse de l'impact des feux sur la forêt (RAVAOARINIVO, 1998).

Une remise en perspective de la problématique de recherche

Pour mieux apprécier l'importance des résultats qui seront présentés, il convient d'élargir le champ de vision et de replacer l'étude dans un contexte plus vaste sur une échelle de temps historique.

La longue histoire des feux à Madagascar

Au début du ^{xx}e siècle, au moment de la colonisation française, Alfred Granddier, marcheur infatigable, à la suite d'une longue randonnée dans l'est et le nord de Madagascar, estimait que 200 000 hectares de la Grande Ile étaient déboisés chaque année du fait des feux et des défrichements. Un siècle plus tard, l'incertitude demeure quant à l'impact réel des feux et des défrichements. Mais ce chiffre, devenu une sorte de dogme, est repris chaque année au début de la saison des feux, sous des formes variées (plutôt en le majorant qu'en le minorant), tant par les politiques que par les scientifiques sur fond de discours catastrophistes.

Pourtant cette évaluation ne résiste pas à un examen sommaire : 200 000 hectares défrichés chaque année, cela correspond au bout d'un siècle à 20 millions d'hectares, c'est-à-dire autant, voire plus, que la superficie totale qui devait être couverte par les forêts au début du siècle. Si ce chiffre était exact, il ne devrait plus rester de forêts à Madagascar, ce que démentent l'observation directe et les résultats provisoires du récent inventaire écologique réalisé avec l'appui de la Coopération allemande et de la Banque mondiale. A moins

d'admettre qu'à un moment donné, pendant une période de quelques décennies, le rythme de la déforestation a chuté, ce qu'aucun observateur n'a relevé.

Mais quelle était au juste la surface couverte par la forêt au début du siècle ? Est-il raisonnable d'avancer un chiffre quelconque sans une étude historique détaillée ? Si la réalité des dégradations forestières, des feux et des défrichements n'est pas contestable, le problème relève manifestement d'une analyse complexe et précise, qui impose de clarifier les concepts utilisés.

Une première analyse de la situation a été réalisée en 1994 dans le cadre de l'élaboration d'une politique de gestion (RAJAONSON *et al.*, 1994). Elle a abouti à un certain nombre de conclusions.

D'une part, la politique coloniale sur les feux a connu des fluctuations entre 1904 et 1913, du laxisme à la réglementation, pour aboutir, en 1937, à l'interdiction des feux, en général, sur l'ensemble du territoire (BERTRAND, 1994). Cette politique autoritaire, qui excluait les populations rurales de la gestion des ressources renouvelables, a été un échec. La dégradation des ressources et la déforestation se sont aggravées.

D'autre part, l'administration, en particulier l'administration forestière, n'a jamais eu les moyens d'assumer cette politique de répression et d'exclusion, et devra renoncer à surveiller et punir, pour déléguer à d'autres groupes sociaux le soin de la gestion locale des ressources renouvelables.

Par ailleurs, il existe plusieurs types de feu : selon les lieux, les moments et les pratiques auxquels ils sont rattachés, les feux peuvent avoir des effets différents, voire opposés. Il est donc nécessaire de les gérer localement et d'adapter les règles de gestion à chaque situation.

Enfin, les mêmes causes produisent des effets distincts selon le contexte local, régional et social. Elles ne peuvent être dissociées les unes des autres car elles forment un système, et doivent être nuancées et combinées.

Cette analyse montre aussi que les dynamiques sociales et économiques en cours conduisent à transformer la pratique des feux et à modifier leurs effets, et cela de façon différente dans chaque région de l'île. Si le feu est une pratique sociale très diversifiée dans ses modes d'utilisation comme dans ses effets en fonction des conditions locales — humaines, physiques et naturelles — et s'il témoigne des stratégies multiples d'utilisation ou de mise en valeur de leur milieu par les populations ou les producteurs ruraux, est-il pertinent de s'intéresser d'abord à la gestion des feux ou faut-il réfléchir, plus globalement, à la gestion locale des ressources renouvelables ?

Le tavy est stigmatisée comme la cause majeure de la déforestation de la côte est depuis un siècle. Pour enrichir le débat sur cette pratique, il convient de s'appuyer sur un certain nombre d'études.

GREEN et SUSSMAN (1990), en comparant des documents de télédétection réalisés à des dates différentes, estiment que la déforestation sur la côte est a

atteint 111 000 hectares par an de 1950 à 1985, mais admettent qu'ils ne peuvent pas distinguer les forêts secondaires au couvert refermé des forêts primaires. Ils avancent cependant, sans justification, une surface forestière « originelle » (1900, 1800 ou avant l'arrivée de l'homme à Madagascar ?) de 11,2 millions d'hectares. On aboutit là encore à la contradiction dénoncée plus haut : aux taux moyens de 111 000 hectares déboisés chaque année depuis 1950 et de 72 000 hectares par an de 1900 à 1950, il ne devrait presque plus rester de forêts sur la façade orientale de Madagascar !

CECCATO (1994) voit quant à lui actuellement « un processus de déboisement actif qui laisse sur de grands espaces des traces d'abattis ». Mais il est difficile de distinguer à partir de photographies satellitaires si les abattis sont effectués sur des forêts secondaires (*savoka*) ou sur des forêts intactes. Avant lui, DEZ (1963, 1965, 1968) avait le premier abordé le *tavy* comme une pratique sociale, certes illégale, mais reconnue comme légitime par les populations malgré son interdiction par l'administration. Le seul coupable désigné depuis un siècle est la paysannerie *betsimisaraka*, ce qui permet de détourner l'attention des autres acteurs de la déforestation — charbonniers, exploitants forestiers, etc. — et d'occulter leur rôle réel dans ce processus complexe et long (OXBY, 1985).

Il est pourtant aujourd'hui clair que la destruction du versant ouest de la forêt de Manjakandriana au cours de la première moitié du xx^e siècle est le résultat de l'exploitation forestière (c'était entre 1905 et 1950 la plus importante zone de production de bois d'œuvre à Madagascar) et du défrichement agricole pour l'installation de rizières dans les bas-fonds. LE BOURDIEC (1974) et LEMALADE et DEWAELE (1996) ont aussi souligné que la productivité du travail en culture de riz pluvial est plus intéressante et plus sûre par rapport au risque cyclonique que celle en culture de riz irrigué.

Les recherches sur les conditions d'extension des *tavy* et de régression de la forêt naturelle d'altitude dans la zone de l'Ankay, menées à partir de 1994 par le Cirad et le Fofifa, s'inscrivent donc dans ce contexte. Elles visaient à répondre aux questions suivantes.

- Les représentations sociales de la forêt naturelle, du *tavy* et du riz pluvial sont-elles réellement des déterminants anthropologiques qui conditionnent le devenir de la forêt et l'aménagement de l'espace ?
- Quel est le statut social réel de la forêt, bien commun des communautés rurales ou domaine privé de l'Etat ?
- Comment se nouent les rapports sociaux à propos du foncier et de la gestion des ressources et des espaces ?
- Quelles sont les influences des dynamiques sociales ou économiques en cours ?

- Comment s'opèrent les arbitrages sociaux et économiques qui permettent d'expliquer la déforestation due au tavy et la reconstruction des paysages qui le suivent ?
- Les paysans ont-ils dès le défrichement d'une parcelle de tavy une vision de son devenir et du paysage anthropisé qu'ils vont créer par leurs pratiques culturelles ou pastorales successives ?

Feux et déforestation

Que veulent dire les politiques, et même certains scientifiques, lorsqu'ils parlent de 200 000 hectares déboisés chaque année à Madagascar par les feux de végétation ? Que chaque année 200 000 hectares de forêts disparaissent et sont transformés définitivement en savanes ou en steppes ou bien que 200 000 hectares de forêt naturelle « intacte » ou primaire sont dégradés en diverses autres formations végétales graminéennes ou ligneuses, y compris en jachères forestières ou en forêts dégradées ? Que le bilan global des dynamiques de disparition d'espaces forestiers et de régénération de forêts s'établit négativement à 200 000 hectares de forêts disparues chaque année ?

On voit que le simplisme du discours débouche sur une multitude d'interprétations : il est nécessaire de préciser certains concepts, comme ceux de forêt, de déforestation, de dégradation forestière, de forêt naturelle primaire, secondaire, intacte, de jachère forestière, de recrû forestier.

Le dictionnaire forestier multilingue (METRO, 1975) propose quatre définitions de la forêt : « Formation végétale ligneuse ou écosystème à prédominance d'arbres, comportant en général un couvert relativement dense. Formation végétale où prédominent les arbres et autres végétaux ligneux poussant relativement près les uns des autres. Au sens juridique, terrain déclaré forêt par une loi ou un règlement forestier. Zone affectée à la production de bois d'œuvre, et (ou) d'autres produits forestiers, ou que l'on maintient boisée pour en tirer des avantages divers tels que la protection des bassins-versants, bassins de réception, la récréation, etc. »

Ces définitions différencient bien la forêt du boisement : « Création d'un jeune peuplement forestier sur un terrain non antérieurement boisé de mémoire d'homme, avec une essence autre que celles qui font partie du milieu naturel. »

Le même auteur ne définit pas les forêts naturelles et l'on proposera une définition établie par référence à celle des ressources naturelles renouvelables, dont font partie les forêts (WEBER et REVERET, 1993) : « Forêts naturelles, faune sauvage aquatique et terrestre, eau, territoires de parcours, constituent les principales ressources renouvelables... Elles ont en commun une double originalité par rapport à toutes les autres ressources renouvelables, telles que les plantes ou les animaux domestiques ou les sols cultivés. La première réside dans leur caractère de " propriété commune " ; il s'agit de ressources sur lesquelles il

n'existe pas de droit de propriété, et que l'on ne s'approprie que par prélèvement sur le milieu naturel et par l'usage. Les économistes disent que leur coût se réduit à celui du prélèvement, tandis que les autres ressources renouvelables ont également un coût de production. Ainsi la cueillette a un simple coût de récolte quand la plante cultivée exige de consentir la préparation du sol, le semis et l'entretien, en plus du coût de récolte. La seconde originalité résulte de ce que les groupes humains qui les exploitent ne peuvent que prélever le croît naturel sous peine de les voir se raréfier ou disparaître. Cette surexploitation est de fait à l'origine de la disparition de nombre d'espèces animales et végétales, comme elle explique en partie la mauvaise situation de nombre de pêcheries. »

METRO (1975) ne définit pas non plus le terme de forêt naturelle primaire employé aujourd'hui, il utilise le terme de forêt vierge par opposition à celui de forêt secondaire avec la définition suivante : « Forêt naturelle pratiquement non influencée par les activités humaines (il n'est pas impossible qu'une forêt secondaire soit selon cette définition, parfois une forêt vierge) ». La forêt secondaire est, selon lui, « un peuplement forestier qui s'établit naturellement après quelque intervention importante sur le peuplement forestier existant antérieurement, par exemple, coupe rase, grave incendie, attaque d'insectes (terme souvent utilisé pour la forêt tropicale et subtropicale où le nouveau peuplement est souvent différent, en composition et caractère, de celui qu'il remplace, ou bien pour la forêt qui reprend possession de champs anciennement cultivés) ».

En revanche, il est fondamental de noter que METRO (1975) ne juge pas nécessaire d'inclure dans son dictionnaire forestier le terme maintenant si courant de déforestation. Il utilise défrichement : « suppression de l'état boisé par abattage des arbres et destruction des souches pour donner au sol une autre destination que la forêt ». En 1975, la déforestation était déjà un, sinon le, problème forestier majeur à Madagascar, alors qu'elle n'était pas encore identifiée comme un réel problème à l'échelle internationale : le problème et le concept n'existaient pas encore.

Dans le même sens, le terme de dégradation ne renvoie qu'à l'état du sol, pas à celui de la végétation. La définition donnée par METRO (1975) au terme de défrichement ressemble étrangement à celle, plus récente, que propose le Cifor pour la déforestation : « Dans la plupart des cas, nous utilisons le terme de déforestation pour décrire des situations de suppression complète et à long terme du couvert forestier » (KAIMOWITZ et ANGELSEN, 1998).

Mais des voix s'élèvent aussi, dans d'autres régions du monde, pour affirmer que l'impact de ce phénomène a été largement exagéré. Ainsi, pour la Côte d'Ivoire et toute l'Afrique de l'Ouest, FAIRHEAD et LEACH (1998) remarquent que l'on tend à surestimer l'ampleur de la déforestation au xx^e siècle et que « la surface perdue au cours de cette période atteint vraisemblablement le tiers seulement des chiffres qui circulent actuellement dans les études scientifiques

internationales ». Ils remettent en cause les estimations de la surface couverte par la forêt au début du siècle — comme nous l'avons fait pour Madagascar —, et même les estimations actuelles : « En effet, la plupart des auteurs se contentent de faire des suppositions quant à la nature et l'étendue du couvert végétal antérieur ou se réfèrent à d'autres études sur le sujet, sans les soumettre à un examen critique. Il est notamment devenu acceptable de déduire la nature et l'étendue du couvert forestier d'antan, et l'échelle de temps de sa disparition, à partir d'observations de la végétation actuelle, associées à plusieurs hypothèses : que partout où la forêt peut exister aujourd'hui (dans des conditions climatiques et édaphiques données), elle existait effectivement à l'origine, à l'état vierge, jusqu'à ce qu'elle ait atteint son degré de dégradation actuel ou ait complètement cédé la place à la savane ; que cette perte s'explique principalement par l'utilisation des terres par les populations ; que les forêts ne sont habitées que depuis une époque récente (généralement depuis les années 1900) et qu'auparavant l'agriculture ou l'aménagement des terres étaient soit insignifiantes soit inoffensives pour la forêt ».

On voit ainsi combien en une vingtaine d'années les préoccupations, les représentations et les concepts ont évolué dans un sens, puis en sens opposé. Cette évolution n'est pas achevée et les concepts d'aujourd'hui sont eux-mêmes remis en question comme en témoigne le texte de Rossi (1998), présenté lors d'un récent colloque : « [...] Quelques-uns parmi les plus importants fondements scientifiques et conceptuels qui légitiment les politiques actuelles sont remis en question. En particulier, tous ceux qui dérivent d'une conception statique, finie et linéaire de l'évolution des rapports entre hommes et milieu comme la conservation, l'équilibre et ses nombreux dérivés, la dégradation, la biodiversité. Les travaux récents tendent à montrer qu'ils n'ont de sens qu'ici et maintenant, c'est-à-dire dans le cadre d'une dynamique d'interface entre un certain environnement biophysique et son utilisation dans un certain contexte politique, économique, social et technique. [...] Nous savons maintenant que cette histoire n'est pas celle du déroulement temporel à sens unique, continu et uniforme des lois du déterminisme scientifique. Elle est celle de l'entrecroisement et de la matérialisation de multiples hasards, de multiples rationalités, parfois contradictoires. Cette évolution, irréversible, est faite de ruptures et d'accélération, d'oscillations, d'instabilités et, surtout, d'indéterminations. Les dynamiques fluctuantes et imprévues de l'interface milieu et sociétés que nous constatons sont l'expression de son caractère non déterminé, non linéaire. Les progrès de la recherche fondamentale montrent que la logique floue est bel et bien une caractéristique de l'action humaine et de l'évolution des systèmes vivants. Cela veut dire que l'avenir est ouvert. Aussi la meilleure façon de ménager les évolutions futures ne serait-elle pas de préserver le maximum des possibles c'est-à-dire la diversité ? De ne pas enfermer l'avenir dans un faisceau de contraintes qui auraient pour effet, mondialisation et globalisation aidant, de normer, d'uniformiser, de standardiser, d'acculturer au profit des modèles dominants ? »

Dans ces conditions, une analyse actuelle du phénomène des *tavy* peut être un préalable aux interventions publiques et aux actions de développement pour une gestion viable à long terme des forêts malgaches sur la côte est.

Un siècle d'interdiction des *tavy*

Un siècle après que la colonisation française eut interdit puis limité, sous réserve d'autorisation préalable, la pratique des *tavy* (que la royauté merina avait autorisée là où elle se pratiquait déjà), le même discours se répète pour condamner l'agriculture sur défriche-brûlis de végétation forestière, qui caractérise justement les *tavy* à Madagascar. Ce discours globalisateur leur impute depuis un siècle la déforestation « dramatique » de la Grande Ile.

Depuis le décret de 1900, et sauf sur une courte période entre 1904 et 1913, les feux et particulièrement les *tavy* ont été interdits ou, tout le moins, soumis à un régime d'autorisation administrative préalable. Ce n'est que vers 1950-1955 que l'on voit apparaître la notion de feux de végétation, identifiée et analysée comme une pratique sociale, et que commence à se poser le problème du remplacement de la pratique des *tavy*. DEZ (1963) finira par reformuler le problème : « [...] On ne peut aboutir à la disparition complète des *tavy*, qui demeurent nécessaires à certaines cultures, mais simplement à leur limitation. [...] Considérons donc que, dans les régions intéressées, les conditions de climat rendent la forêt envahissante ; en revanche le développement démographique tend à faire reculer la forêt. Mais, sauf en des points particuliers, il semble bien que le cri d'alarme poussé par les techniciens ne soit pas justifié. Depuis la fin du XVIII^e et le début du XIX^e siècle, d'après ce que nous en savons par de vieux récits, les limites de la forêt ne paraissent guère avoir bougé. Il est vrai que l'expansion démographique est très récente, qu'elle date d'une vingtaine d'années environ. On pourrait penser qu'en laissant faire la disparition de la forêt sera susceptible de créer à elle seule une pression suffisante pour que les populations responsables se mettent à faire des rizières. Le problème du *tavy* ne serait alors qu'un faux problème ».

Dès la période coloniale, il était clair que cette politique forestière fondée sur la répression et sur l'exclusion des populations de la gestion des forêts conduisait à une impasse. C'était déjà le constat, dès les années 30, de certains responsables de l'administration forestière (COUDREAU, 1937), dont les moyens humains et matériels, en constante régression, ne permettaient pas de faire respecter une réglementation fondée sur l'autorisation préalable des *tavy*. Les ressources forestières confisquées par l'Etat colonial sont maintenant et depuis la deuxième République de fait (et non de droit) en accès libre et les dynamiques agraires les plus extensives s'y développent sans entrave puisque la terre est le facteur de production le plus abondant et le plus accessible (BERTRAND *et al.*, 1996). Il convient donc de remettre en cause un certain nombre de concepts et